



Lyon, le 7 octobre 2026

Note aux Syndicats : Préparation de la journée de grève et de manifestations du 5 novembre 2026 !

Cher.es Camarades,

Le Premier ministre a donné les grandes lignes de son budget pour 2027. Le gouvernement prévoit 54 milliards d'euros d'économies en faisant encore un peu plus les poches des travailleurs et des travailleuses, en continuant de désosser les services publics et en protégeant les cadeaux aux grands groupes et aux plus fortunés. Face à la crise inflationniste et à la menace de récession économique, la CGT compte bien dénoncer ces orientations budgétaires dangereuses.

Alors que le gouvernement diminue la taxe sur les grandes entreprises de 5,6 milliards, que les 211 milliards de cadeaux annuels, sans condition ni contrepartie, ne sont pas remis en question, notre responsabilité est immense pour remettre au cœur de débat public les enjeux de réponses aux besoins sociaux.

Le démantèlement du tissu industriel se poursuit dans le silence complice des membres du gouvernement. La CGT dénonce ce projet de budget pour 2027 qu'elle juge dangereux pour les travailleurs et travailleuses et pour le pays. Le gouvernement s'entête dans une politique de l'offre qui ne produit aucun effet positif pour l'économie et participe à l'explosion des richesses de quelques-uns. Avec 61 milliards en 6 mois, la France est championne de l'Union européenne du versement de dividendes et 2ème au monde !

C'est sur le terrain des salaires, de l'emploi, des services publics, de la culture, du climat, de la répartition des richesses que nous, travailleuses et travailleurs, du public comme du privé, devons ferrailler dans les prochaines semaines.

Cette situation se déroule dans un contexte où les politiques d'austérité sévissent de partout en Europe et font des ravages sociaux, économiques et environnementaux. Les travailleuses et travailleurs ne veulent pas d'une Europe qui les expose et les précarisent, ce qui est précisément ce qui se cache derrière l'appellation cryptique de « 28^e régime » européen. L'idée d'un régime juridique supranational dans lequel les sociétés pourraient déroger aux règles nationales en matière de droit du travail, de droit social, de droit fiscal et de droit de l'insolvabilité !

De nombreuses luttes se sont organisées en cette rentrée sociale, témoignant de l'urgence notamment d'augmenter les salaires, afin reconnaître la valeur de notre force de travail et de renforcer les cotisations qui financent nos droits collectifs.

Dans ces dernières semaines, nous avons soutenu les mobilisations lycéennes dans le respect de leur autonomie et sur la base de leurs sollicitations. Ce contexte doit nous interroger quant à notre capacité d'aller au contact des travailleuses et travailleurs à partir de nos cahiers revendicatifs. La fragilité du gouvernement, tout comme son jusqu'aboutisme, sont parmi les indicateurs qui indiquent une certaine exacerbation de la lutte de classes.

Il en va de notre rôle d'aller au débat avec les salariés, dans l'objectif de construire la grève, meilleur moyen d'obtenir l'obtention de nos revendications.

Pour la CGT, les enjeux de la période sont clairs :

- Saturer le débat public sur les questions sociales afin de mettre le débat présidentiel sous pression ;
- Transformer la colère en mobilisation et les mobilisations en victoire pour montrer l'utilité du syndicalisme et du rapport de force et ainsi faire reculer l'Extrême droite ;
- Avoir des victoires syndicales, faire reculer le gouvernement et le patronat sur le PLF et le PLFSS, gagner des augmentations de salaires, la sauvegarde d'emplois...

C'est donc dans ce cadre que la CGT appelle aux côtés de la CFDT, FO, UNSA et FSU à une journée de grève et manifestations interprofessionnelle le 5 novembre 2026.

Chaque syndicat doit dès à présent créer les conditions du rapport de force, en réunissant ses adhérent.es, en travaillant les cahiers revendicatifs avec les travailleuses et travailleurs et en déposant des préavis de grève de partout où nous sommes organisés.

La commission exécutive de l'UD se tient à disposition pour aider en cela et prendra contact l'ensemble des syndicats du Rhône et de la Métropole de Lyon pour faire un point de situation.

Les unions locales et les branches professionnelles organisées en territoire seront réunies le 23 octobre au matin afin d'étudier la situation. Nous invitons ainsi les syndicats à prendre contact avec leur UL et leur fédération en territoire.

D'ici là, la date du 14 octobre autour des enjeux de l'Agirc Arrco, sera un point d'étape qui peut nous permettre de gagner la bataille des idées auprès des travailleuses et travailleurs sur la nécessité de nous mobiliser pour défendre nos intérêts de classe. Un rassemblement aura lieu le 14 octobre à 10h devant le Medef, Lyon 8.

Toutes et tous mobilisé.es dans l'objectif de gagner du progrès social pour toutes et tous, créons les conditions d'un rapport de force qui nous soit favorable !

On lâche rien !

Bien fraternellement.

Maud MILLIER

Pour l'UD CGT 69

Secrétaire Générale